UNION LOCALE CNT SARTHE - 72

ON A TOUTES ET TOUS UNE BONNE RAISON D'ÊTRE
EN LUTTE LE 5 DÉCEMBRE !

POUR NOS RETRAITES

« Ne parlez pas d'acquis, en face le patronat ne désarme jamais. » *(Ambroise Croizat)* Au nom d'un principe « universel », Macron et son gouvernement proposent de changer totalement le principe de nos retraites. Au final, nous serons tous et toutes les perdant.es de cette réforme : le montant des pensions de toutes les professions va diminuer de plusieurs centaines d'euros. Le principe est déjà annoncé : la retraite par points. Cette réforme est une régression historique avec au final une baisse généralisée des pensions dans le public et le privé. C'est la porte ouverte à la capitalisation, une étape décisive de basculement de notre modèle social, vers plus d'individualisme.

Retrait du projet de loi pour conserver notre systéme solidaire !

POUR NOTRE CLIMAT

La prétendue lutte du gouvernement contre le climat n'est qu'un prétexte pour la mise en place du « capitalisme vert ». Puisque les capitalistes ne veulent pas scier la branche écologique qui génère leurs profits, entreprises et gouvernements gèrent les ressources et l'environnement en fonction de leurs besoins, des rivalités ou des oppositions. Ils détruisent ici, mais protègent là. Leur quête de rentabilité et leurs intérêts géopolitiques menacent nos conditions de vie et de travail. La crise écologique n'est pas la même pour tout le monde puisqu'elle est traversée par la lutte des classes, par les rivalités impérialistes et par les enjeux idéologiques. N'attendons pas la solution des entreprises capitalistes, des États, ou des partis qui les escortent. Débarrassons-nous d'une vision moraliste de l'écologie qui invisibilise la lutte anticapitaliste sous couvert d'« apolitisme ». Nous revendiquons une société viable écologiquement et humainement : des alternatives anti-autoritaires et libertaires.

Le bon climat, c'est l'anticapitalisme : autogestion des moyens de production !

POUR NOS LIBERTES PUBLIQUES

Le gouvernement attise la peur du terrorisme et invisibilise la violence économique pour faire taire toute contestation sociale : sa loi « anti-casseurs.ses » est ainsi une atteinte aux Libertés Fondamentales et à l'équilibre des pouvoirs. Mais l'interdiction de manifester renforce encore notre détermination à lutter pour la liberté de le faire. De même, l'utilisation des réseaux sociaux est dorénavant soumise à un contrôle de plus en plus liberticide. Tout comme la technologie de la reconnaissance faciale, qui s'installe partout en centre-ville du Mans : c'est une entrave à notre intimité et à nos droits fondamentaux. En faisant sauter le verrou de notre consentement, la reconnaissance faciale n'est une solution à rien. Elle est un problème et une menace.

Libre communication des pensées et des opinions et le droit de manifester librement et sans risques !

POUR NOS CONDITIONS DE VIE

La colère des Gilets jaunes et leur détermination ne cessent de démontrer de façon criante un problème social pourtant évident **:** nos salaires sont trop bas. Une part de plus en plus grande de la richesse produite par les travailleurs.ses est captée par le capital : suppression de l'ISF, suppression de l'exit tax, flat tax qui plafonne l'impôt sur les revenus du capital, maintien du CICE, évasion fiscale... La politique de classe du gouvernement n'a fait qu'accentuer cette tendance. Il est temps de réclamer notre part.

Revalorisation de nos revenus par une augmentation du salaire brut !

POUR NOTRE EGALITE

Le féminisme et l'antiracisme posent une question transversale à toute la société : celle des inégalités hommes/femmes et du racisme d'Etat. Ces deux luttes ne sont pas secondaires par rapport à la lutte de classe. Le capitalisme s'articule avec l'oppression des femmes et des racisé.es. Nous nous devons de soutenir, sans s'y substituer les mouvements des premier.ères concernée.es.

Auto-organisation des femmes et des racisé.es pour obtenir non seulement l'égalité en droit, mais l'égalité de fait

Pour ne pas laisser les bureaucraties syndicales décider ou négocier à notre place nos droits au rabais, organisons-nous et débattons en **assemblées générales** d'entreprises et de quartiers afin de définir nos propres exigences.

- Pour revenir à un réel système de **protection sociale basé sur le salaire socialisé**, pour l'arrêt des baisses des cotisations sociales qui sont une partie de notre salaire
- Pour une **augmentation immédiate du SMIC**, des minima sociaux (minimum vieillesse, retraites les plus faibles, allocation adulte handicapé) et de tous les salaires
- Pour un redéploiement et une **extension des services publics** et la fin de la gestion managériale qui les détruit
- Pour la **réduction du temps de travail**, pour travailler tou·te·s moins et autrement
- Pour la défense du **droit de tou·te·s les travailleur·euse·s à l'indemnisation chômage**, sans exigence
- Pour une **retraite à taux plein plus tôt** et une prise en compte réelle de la pénibilité au travail
- Pour l'**abandon de la loi "anti-casseur.ses"** attentatoire au droit de manifester
- Pour l'**interdiction immédiate et définitive** des lanceurs de balles de défense, des grenades à main de désencerclement et des grenades de gaz lacrymogène instantanées en manifestation
- Pour l'**arrêt total des investissements éco-irresponsables** et pour un basculement de ces investissements sur des initiatives de justice sociale et écologique.

Le combat doit se mener tant sous l'angle **politique** (l'État en tant que gouvernement de l'homme par l'homme), qu'**économique** (la propriété des moyens de production, source du capital en tant que moyen d'exploitation de l'homme par l'homme). Seul un changement dans l'organisation et dans les choix de la production pourra modifier durablement notre façon de vivre. Boycottons le système et les entreprises écocides. Aujourd'hui encore, plus que jamais, tout ce que nous désirons est d'en finir avec les frontières administratives, la hiérarchie, la subordination et les classes sociales.

RDV le 5 décembre 2019 gare Nord au Mans à 13h30

Union Locale de la CNT du Mans et de la Sarthe
web : www.cnt-f.org
mail : interco72@cnt-f.org
4 rue d'Arcole 72000 Le Mans